

Cour d'Appel de Paris

Tribunal de Grande Instance de Paris

Jugement du : 03 octobre 2014

11e chambre correctionnelle 2

N° minute : 1

N° parquet : 06180096030

JUGEMENT DE TRANSMISSION D'UNE QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITE

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Paris le TROIS OCTOBRE
DEUX MILLE QUATORZE,

DEMANDEURS :

Prévenu

Nom : **ANDRIES Olivier**

né le 17 avril 1962 à COUDEKERQUE BRANCHE (Nord)

de ANDRIES Jean et de BOSSUS Thérèse

Nationalité : française

Situation familiale : /

Situation professionnelle : /

demeurant : 2 impasse Jean Moulin 31170 TOURNEFEUILLE FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 5 décembre 2008, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 130.000 euros en 1 versement garantissant à concurrence de 30.000 euros pour la représentation à tous les actes de procédure, ainsi que l'exécution des autres obligations prévues dans la présente ordonnance, et à concurrence de 100.000 euros pour le paiement dans l'ordre suivant, de la réparation des dommages causés par l'infraction et des amendes ; acte d'appel en date du 11 décembre 2008 ; [Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. ANDRIES la somme de 130.000 euros le 15 décembre 2008 – cautionnement versé] ; arrêt de la 6ème chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris en date du 16 janvier 2009 confirmant l'ordonnance entreprise ;
- Demande de mainlevée de contrôle judiciaire en date du 07 juin 2011 ; Ordonnance de mainlevée partielle du contrôle judiciaire en date du 21 juin 2011, ordonnant la restitution de la partie de la caution réservée à la garantie de représentation de M. Olivier ANDRIES, soit la somme de 30.000 euros ;
- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;
- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 04 juin 2014.

comparant, assisté de Maître Mauricia COURREGÉ, avocate au barreau de Paris (C2616).

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014, régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Raison sociale de la société : **la DAIMLER AG**

N° SIREN/SIRET :

N° RCS :

Adresse : 52, Avenue Hoche chez Me Aurélien HAMELLE 75008 PARIS 8EME FRANCE

Antécédents judiciaires : jamais condamnée

Représentant légal : M. Dennis DOPFER

non comparante, représentée par M. Dennis DOPFER, représentant légal, assisté de Maître Aurélien HAMELLE, avocat au barreau de Paris (J22).

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014, régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Nom : **FLOURENS Alain**

né le 12 avril 1957 à MONTREUIL (Seine-Saint-Denis)

de FLOURENS André et de LATOURNERIE Claude

Nationalité : française

Situation familiale : /

Situation professionnelle : Ingénieur

Antécédents judiciaires : jamais condamné

demeurant : 9 avenue des Glaïeuls 31400 TOULOUSE FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 10 septembre 2010, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 30.000 euros en 1 versement avant le 15 octobre 2010, garantissant la réparation des dommages causés par l'infraction et le paiement des amendes ;

[Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. FLOURENS la somme de 30.000 euros le 18 octobre 2010 – cautionnement versé]

- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;

- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 04 juin 2014.

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

comparant, assisté de Maître Thomas BAUDESSON, avocat au barreau de Paris, de Maître Frédéric PELTIER, avocat au barreau de Paris et de Maître Diego DE LAMMERVILLE, avocat au barreau de Paris (K112).

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014 régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Nom : **FORGEARD Noël**

né le 8 décembre 1946 à LA FERTE GAUCHER (Seine-Et-Marne)

de FORGEARD Henri et de DUPRAT Laurence

Nationalité : française

Situation familiale : /

Situation professionnelle : /

Antécédents judiciaires : jamais condamné

demeurant : 11 bis, Passage Doisy 75017 PARIS FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 30 mai 2008, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 1.000.000 euros avant le 30 juin 2008, garantissant à concurrence de 100.000 euros la représentation à tous les actes de procédure, ainsi que l'exécution des autres obligations prévues dans la présente ordonnance, et à concurrence de 900.000 euros pour le paiement dans l'ordre suivant, de la réparation des dommages causés par l'infraction, des restitutions et des amendes ;

[Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. Noël FORGEARD la somme de 1.000.000 euros le 26 juin 2008 – cautionnement versé]

- Déclaration de demande de mainlevée du contrôle judiciaire en date du 17 juin 2009 ; Ordonnance de rejet de mainlevée du contrôle judiciaire en date du 22 juin 2009 ;

- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;

- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 4 juin 2014.

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

comparant, assisté de Maître Jean-Alain MICHEL, avocat au barreau de Paris (D371) et de Maître Olivier GUTKES, avocat au barreau de Paris (C1769).

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014 régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Nom : **LEAHY John**

né le 1 août 1950 à NEW YORK (ETATS-UNIS)

de LEAHY Robert et de SCHLERETH Estelle

Nationalité : américaine

Situation familiale : /

Situation professionnelle : /

Antécédents judiciaires : jamais condamné

demeurant : 77 avenue de Toulouse 31240 L'UNION FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 8 novembre 2010, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 200.000 euros en 1 versement avant le 15 janvier 2011, garantissant la réparation des dommages causés par l'infraction et le paiement des amendes ;

[Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. LEAHY la somme de 200.000 euros le 10 janvier 2011 – cautionnement versé]

- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;
- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 04 juin 2014.

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

non comparant ce jour, représenté par Monsieur le Bâtonnier Jean-Yves LE BORGNE, avocat au barreau de Paris (R264) et par Maître Patrick BERNARD, avocat au barreau de Paris (P57), régulièrement muni d'un pouvoir de représentation.

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014 régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Nom : **PILLET Erik**
 né le 3 septembre 1957 à NEUILLY SUR SEINE (Hauts-De-Seine)
 de PILLET Jean et de CUNNINGHAM Nancy
 Nationalité : française
 Situation familiale : /
 Situation professionnelle : /
 Antécédents judiciaires : jamais condamné

demeurant : 6 rue Henri Douvillé 31000 TOULOUSE FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 1er octobre 2010, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 20.000 euros en 1 versement devant intervenir avant le 15 novembre 2010, garantissant la réparation des dommages causés par l'infraction et le paiement des amendes ;
 [Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. PILLET la somme de 20.000 euros le 12 novembre 2010 – cautionnement versé]
- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;
- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 04 juin 2014.

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

comparant, assisté de Maître Mario-Pierre STASI, avocat au barreau de Paris (D1986).

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014 régulièrement visée par le greffier.

Prévenu

Nom : **SPERL Andréas**
 né le 30 novembre 1947 à DIEPHOLZ (ALLEMAGNE)
 de SPERL Georg et de UEHLEKE Ruth
 Nationalité : allemande
 Situation familiale : /
 Situation professionnelle : /
 Antécédents judiciaires : jamais condamné

demeurant : 4 Place de l'Opéra chez Me KIRRY Antoine 75002 PARIS 2EME FRANCE

Mesures de sureté :

- Ordonnance de placement sous contrôle judiciaire en date du 11 juillet 2008, avec cautionnement préalable et obligation de verser au régisseur de ce tribunal la somme de 200.000 euros en versement aux date suivants le 31 juillet 2008, garantissant à concurrence de 50.000 euros pour la représentation à tous les actes de procédure, ainsi que l'exécution des autres obligations prévues dans la présente ordonnance, et à concurrence de 150.000 euros pour le paiement dans l'ordre suivant, de la réparation des dommages causés par l'infraction et des amendes.

[Le régisseur de ce tribunal ayant reçu de M. SPERL la somme de 200.000 euros le 4 août 2008 – cautionnement versé]

- Déclaration de demande de mainlevée du contrôle judiciaire en date du 12 juin 2009 ; Ordonnance de rejet de mainlevée du contrôle judiciaire en date du 17 juin 2009 ;

- Déclaration de demande de mainlevée partielle du contrôle judiciaire en date du 12 janvier 2010 ; Ordonnance de mainlevée partielle du contrôle judiciaire en date du 19 janvier 2010, ordonnant la restitution de la partie cautionnement réservé à la garantie de représentation de M. Andréas SPERL soit la somme de 50.000 euros ;

- Ordonnance de maintien sous contrôle judiciaire, art 179 du CPP, en date du 27 novembre 2013 ;

- Maintien sous contrôle judiciaire par la juridiction de jugement le 04 juin 2014.

Situation pénale : placé sous contrôle judiciaire

comparant assisté de Monsieur le Bâtonnier Bernard VATIER, avocat au barreau de Paris (P82) et de Maître Antoine KIRRY, avocat au barreau de Paris (J16).

en présence de Mme Françoise MARIE-CLAIRE, interprète inscrit sur la liste de la Cour d'appel de Versailles, interprète en langue allemande, serment préalablement prêté.

Dépôt de la question prioritaire de constitutionnalité à l'audience du 03 octobre 2014 régulièrement visée par le greffier.

En présence des personnes poursuivies :

Monsieur Jean-Paul GUT,

Comparant, assisté de Maître Eric DEZEUZE, avocat au barreau de Paris (T12) et de Maître Géraud RIOM, avocat au barreau de Paris.

La SCA LAGARDERE,

Représentée par Monsieur Norbert GIAOUI, représentant légal de la SCA LAGARDERE, et assisté de Maître Jean VEIL (P06).

En présence des parties civiles :

la Caisse des dépôts et des consignations, partie civile, prise en la personne de **DE ROMANET DE BEAUNE Augustin**,
représenté par Maître Xavier NORMAND-BODARD, avocat au barreau de Paris.

Monsieur MATTEUCCI Tony, demeurant 172, Avenue de Paris chez Me CANOY Frédéric-Karel 94000 CRETEIL FRANCE, partie civile,
représenté par Maître Frédéric Karel CANOY, avocat au barreau de Créteil.

Monsieur TORJMAN Albert, demeurant 22 Rue Archereau 75019 PARIS 19EME FRANCE, partie civile,
représenté par Maître Frédéric Karel CANOY, avocat au barreau de Créteil.

L'ASSOCIATION DES PETITS PORTEURS D'ACTIFS demeurant 158, Rue des Murlins 45000 ORLEANS, partie civile,
représentée par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Charley ASSAYAG, demeurant 169 Rue Marcadet 75018 PARIS, partie civile,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Armand BAZIN DE JESSEY, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur René BONNOT, demeurant 22 Rue Antoin de Saint Exupéry 91220 BRETIGNY SUR ORGE,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Franco BRIZZI, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Roger COURCIER, demeurant 5, Rue Chrles Faroux 60200 COMPIEGNE,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur André DARDOUR, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc, 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Régis GEINAERT, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Elie HAUTIER, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Madame Yvonne HILLIARD, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représentée par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Alain NOËL, demeurant chez M. et Mme GUILLOT Jacques, Basse Route de Vars 16570 SAINT GENIS D'HIERSAC,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Madame Françoise CASTEL épouse HUNEKE, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représentée par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Maurice RAGONNAUD, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Patrick ROUAULT, demeurant 21 Quai Gambetta 91260 JUVISY SUR ORGE,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Ange RUSSELLO, demeurant 2, Avenue de Delphes 13006 MARSEILLE,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Monsieur Nicolas TSIUKAS, domicilié chez Me Pascal LAVISSE, 9, Rue Jeanne d'Arc 45000 ORLEANS,
représenté par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

Madame Anne THUILLIER, demeurant 21 Rue Clémenceau 57550 FALCK
représentée par Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans.

DEBATS

Par ordonnance de l'un des juges d'instruction de ce siège en date du 27 novembre 2013, M. Olivier ANDRIES, la DAIMLER AG, M. Alain FLOURENS, M. Noël FORGEARD, M. Jean-Paul GUT, la SCA LAGARDERE, M. John LEAHY, M. Erik PILLET, M. Andréas SPERL sont renvoyés devant le tribunal correctionnel sous la prévention :

M. Alain FLOURENS :

d'avoir à Paris et à Toulouse, les 20 et 21 mars 2006, en tous cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé 16.000 actions de la société EADS NV alors qu'il était membre du comité exécutif de la société AIRBUS SAS, responsable des centres d'excellence et qu'il disposait à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, et avant que le public en ait connaissance, d'un ensemble d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;

- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore

quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 et 400 millions d'euros au 16 mars 2006 ;

-- et alors qu'il avait connaissance par ailleurs que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, définis entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par les articles L465-1 du Code monétaire et financier.

M. Eric PILLET :

d'avoir à Paris le 8 mars 2006, en tous cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 70.400 actions de la société EADS NV alors qu'il était directeur des ressources humaines d'AIRBUS et qu'il disposait à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, et avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;
- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 300 millions d'euros au 17 février 2006 ;
- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de

plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;
Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

M. John LEAHY :

d'avoir à Paris et à l'Union, les 10, 11, 13, 16, 17 et 20 mars 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 175.350 actions de la société EADS NV, alors qu'il était directeur commercial et membre du comité exécutif de la société AIRBUS SAS, responsable des relations clients, et qu'il disposait à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, et avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario « en cours » était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme « dépourvu de business case » et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;
- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 et 400 millions d'euros au 16 mars 2006 ;
- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

M. Olivier ANDRIES :

d'avoir à Paris, le 4 janvier 2006 et le 13 mars 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 50 600 actions de la société EADS NV, alors qu'il était membre du comité exécutif d'AIRBUS et disposait à

l'occasion de l'exercice de ces fonctions, et avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;
- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 ;
- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

LAGARDERE SCA :

d'avoir à Paris, le 11 avril 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, émis des obligations remboursables en actions de la société EADS NV, pour un nombre maximum de 61 110 000 actions, alors que les représentants de la société LAGARDERE SCA siégeant dans les organes de surveillance et de direction des sociétés EADS NV et AIRBUS SAS disposaient, en leur qualité de membres du conseil d'administration d'EADS NV et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en

cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;

- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une re planification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 et 400 millions d'euros au 16 mars 2006 ;
- et alors que la société était par ailleurs informée que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

DAIMLER AG :

d'avoir à Paris, le 4 avril 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé 61 110 000 actions de la société EADS NV, alors que les représentants de la société DAIMLER AG siégeant dans les organes de surveillance et de direction de la société EADS NV disposaient, en leur qualité de membre du conseil d'administration d'EADS NV et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;

- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendaient inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 et 400 millions d'euros au 16 mars 2006 ;
- et alors que la société était par ailleurs informée que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

M. Jean-Paul GUT :

d'avoir à Paris le 8 mars 2006, le 10 mars 2006 et le 15 mars 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 175 000 actions de la société EADS NV, alors qu'il était membre du comité des actionnaires d'AIRBUS, du comité exécutif d'EADS, du conseil d'administration d'EADS, du top 4 d'EADS, et qu'il disposait, en sa qualité de membre du conseil d'administration d'EADS NV et à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;
- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux

dates de livraison industrielle de PPx et rendait inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 ;

- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

M. Andréas SPERL :

d' avoir à Paris, le 21 mars 2006, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 68 800 actions de la société EADS NV, alors qu'il était membre du comité exécutif d'AIRBUS, et disposait à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, et avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;

- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendait inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 et 400 millions d'euros au 16 mars 2006 ;

- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

M. Noël FORGEARD :

d'avoir à Paris, le 9 mars 2006 et le 15 mars 2006 en tout cas sur le territoire national et depuis temps non prescrit, cédé un total de 360.000 actions de la société EADS NV, alors qu'il était membre du comité des actionnaires d'AIRBUS, du comité exécutif d'EADS, du conseil d'administration d'EADS, du TOP 4 d'EADS, et qu'il disposait, en sa qualité de membre du conseil d'administration d'EADS NV et à l'occasion de l'exercice de ces fonctions, avant que le public en ait connaissance, d'informations privilégiées sur les perspectives et la situation de la société EADS NV, émetteur dont les titres sont négociés sur un marché réglementé, en l'espèce :

- des difficultés commerciales du programme A350 et notamment du fait qu'en raison de sa mauvaise perception par le marché et de la non-réalisation des objectifs initiaux de commandes, le scénario d'octobre 2005 était abandonné de fait, même s'il était toujours officiellement en vigueur et commercialisé en façade ; que le scénario «en cours» était le scénario 1a, c'est-à-dire l'A350 enrichi d'une nouvelle cabine et d'un cockpit interactif similaire à celui de l'A380, lui-même décrit comme «dépourvu de business case» et présentant une valeur actuelle nette négative ; que les dirigeants d'AIRBUS et d'EADS débattaient de la meilleure stratégie de remplacement, étant entendu que les autres scénarios envisagés conduisaient tous inéluctablement à un report de l'entrée en service pouvant aller jusqu'à 24 mois et à une augmentation substantielle des coûts de développement, comprise entre 1,6 et 6 milliards d'euros par rapport au programme initial, outre les coûts de la transition entre le programme commercialisé et le programme à venir ;
- des difficultés de production de l'A380 et notamment de la persistance d'un dysfonctionnement industriel majeur affectant l'installation électrique du tronçon allemand, ayant entraîné un décalage croissant avec les jalons de la planification PPx, puis la caducité de cette planification et la certitude de nouveaux retards, non encore quantifiés ; de l'incapacité du centre d'excellence fuselage et électricité de fournir des données indispensables à une replanification robuste ; de la finalisation puis de la diffusion d'une nouvelle planification, nécessairement provisoire en l'absence de données fiables, mais qui traduisait déjà un nouveau retard significatif par rapport aux dates de livraison industrielle de PPx et rendait inévitables des décalages des livraisons commerciales ; de l'augmentation subséquente des coûts de production de l'A380, entraînant en particulier un risque sur l'EBIT 2006 d'AIRBUS évalué à 374 millions d'euros au 9 mars 2006 ;
- et alors qu'il était par ailleurs informé que la réalisation des objectifs de marge et de résultat opérationnels de la société AIRBUS et du groupe EADS, élaborés entre les mois de juillet et de décembre 2005, était conditionnée par la réussite de plans drastiques d'amélioration de la compétitivité, supposés contribuer à l'EBIT de l'OBP et de l'AOP d'AIRBUS pour une part très significative à partir de 2007 ;

Faits prévus et réprimés par l'article L465-1 du Code monétaire et financier.

Les débats ont été tenus en audience publique.

Audience du 03 octobre 2014, à 09h00.

Madame la Présidente a procédé à l'appel des prévenus et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Madame la Présidente a constaté qu'une demande d'examen de la question prioritaire de constitutionnalité a été déposée.

Maître Aurélien HAMELLE, avocat au barreau de Paris, conseil de la société DAIMLER, prévenue, a été entendu en sa plaidoirie, après dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Jean-Alain MICHEL, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Noël FORGEARD, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie, après dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Jean VEIL, avocat au barreau de Paris, conseil de la SCA LAGARDERE, prévenue, a été entendu en sa plaidoirie, sur les questions prioritaires de constitutionnalité.

Monsieur le Bâtonnier VATIER, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Andréas SPERL, prévenu, en sa plaidoirie, après dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Frédéric PELTIER, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Alain FLOURENS, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie, après dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Monsieur le Bâtonnier Jean-Yves LE BORGNE, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur John LEAHY, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie, après dépôt d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Frédéric-Carel CANOY, avocat au barreau de Créteil, conseil des parties civiles, a été entendu en sa plaidoirie sur la question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Xavier NORMAND-BODARD, avocat au barreau de Paris, conseil de la Caisse des Dépôts et Consignations, partie civile, a été entendu en sa plaidoirie sur la question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Pascal LAVISSE, avocat au barreau d'Orléans, conseil des parties civiles, a été entendu en sa plaidoirie sur la question prioritaire de constitutionnalité.

Maître Aurélien HAMELLE, avocat au barreau de Paris, conseil de la société DAIMLER, prévenue, a été entendu en ses observations.

Le ministère public a été entendu en ses réquisitions.

Monsieur le Bâtonnier Jean-Yves LE BORGNE, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur John LEAHY, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie en réponse.

Maître Aurélien HAMELLE, avocat au barreau de Paris, conseil de la société DAIMLER, prévenue, a été entendu en sa plaidoirie en réponse.

Maître Frédéric PELTIER, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Alain FLOURENS, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie en réponse.

Le Ministère Public a été entendu en ses réquisitions en réponse.

Maître Jean-Alain MICHEL, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Noël FORGEARD, prévenu, a été entendu en ses observations.

Maître Antoine KIRRY, avocat au barreau de Paris, conseil de Monsieur Andréas SPERL, prévenu, a été entendu en sa plaidoirie en réponse.

Vu la loi du 10 décembre 2009, relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution,

Vu le décret du 16 février 2010 portant application de la loi du 10 décembre 2009,

Vu les articles R49-21 à R49-29 du Code de procédure pénale et notamment l'article R49-27 alinéa 2,

Vu les demandes d'examen de la question prioritaire de constitutionnalité déposée à l'audience du 03 octobre 2014 par :

- Maître Aurélien HAMELLE, avocat au barreau de Paris, conseil de la société DAIMLER, prévenue ;
- Maître Mauricia COURREGÉ, avocate au barreau de Paris, conseil de M. Olivier ANDRIES, prévenu ;
- Maître Frédéric PELTIER, avocat au barreau de Paris, conseil de M. Alain FLOURENS, prévenu ;
- Maître Jean-Alain MICHEL, avocat au barreau de Paris, conseil de M. Noël FORGEARD, prévenu ;
- Monsieur le Bâtonnier Jean-Yves LE BORGNE, avocat au barreau de Paris, conseil de M. John LEAHY, prévenu ;
- Maître Mario-Pierre STASI, avocat au barreau de Paris, conseil de M. Erik PILLET, prévenu ;
- Monsieur le Bâtonnier Bernard VATIER, avocat au barreau de Paris, conseil de M. Andréas SPERL, prévenu.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats.

Puis à l'issue des débats tenus à l'audience publique du 03 octobre 2014 à 09h00, le tribunal a informé les parties présentes ou régulièrement représentées que le jugement serait prononcé le 03 octobre 2014 à 17h00, conformément aux dispositions de l'article 462 du Code de procédure pénale.

Le Tribunal vidant son délibéré conformément à la loi a statué en ces termes et a donné lecture de la décision dont la teneur suit

Le tribunal, après en avoir délibéré, a statué en ces termes :

SUR LA QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ :

Les parties civiles se sont opposées à la transmission de la question prioritaire de constitutionnalité.

Le ministère public s'est également opposé à la transmission de la question prioritaire de constitutionnalité.

Il convient de constater que la question prioritaire de constitutionnalité est contenue dans un écrit distinct régulièrement déposé à l'audience du 3 octobre 2014 conformément aux dispositions de l'article R49-21 du Code de procédure pénale. Cet écrit est motivé au sens où le moyen présenté précise les dispositions législatives contestées. En conséquence, la demande de transmission sera déclarée recevable.

Aux termes de cette question, les articles L 465-1, L 466-1, L 621-15-1, L 621-16, L 621-16-1 et L 621-20-1 du Code monétaire et financier sont critiqués au regard du principe de nécessité et de proportionnalité des peines, des principes de l'autorité de la chose jugée, de la force exécutoire des décisions, de sécurité juridique, de bonne administration de la justice et du principe prohibant le déni de justice, inscrits aux articles 8 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et constitutionnellement garantis.

Il apparaît que les dispositions critiquées, et notamment l'article L 465-1 du Code monétaire et financier, sont applicables à la présente procédure comme fondant les poursuites engagées à l'encontre du prévenu, qui est renvoyé devant le tribunal pour répondre de faits de délit d'initié alors qu'il a, par une décision de la Commission des sanctions de l'Autorité des Marchés Financiers, été définitivement mis hors de cause pour les manquements d'initié qui lui étaient reprochés.

Elles n'ont pas déjà été déclarées conformes à la Constitution dans les motifs et le dispositif d'une décision du Conseil constitutionnel. Le Conseil constitutionnel ne s'est en effet prononcé dans sa décision n°89-260 DC du 28 juillet 1989 que sur le cumul des sanctions et non sur le cumul de poursuites et n'a pas eu l'occasion d'envisager l'hypothèse d'une mise hors de cause par l'Autorité des Marchés Financiers, qui rend sans objet la condition de proportionnalité du cumul des sanctions posée dans la décision précitée.

En tout état de cause, à supposer que ces dispositions aient été déclarées intégralement conformes à la Constitution par la décision du Conseil Constitutionnel n°89-260 DC du 28 juillet 1989, la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme et notamment l'arrêt Grande Stevens du 4 mars 2014, sont de nature à constituer un changement de circonstances de droit.

La question prioritaire de constitutionnalité tend à voir statuer sur la contrariété éventuelle notamment de l'article L 465-1 du Code monétaire et financier, texte législatif incriminant le délit d'initié sans prévoir de réserve dans l'hypothèse où une décision définitive de mise hors de cause aurait été préalablement rendue par la Commission des sanctions de l'AMF, aux principes de l'autorité de la chose jugée, de nécessité et de proportionnalité des peines ou encore de la force exécutoire des décisions, issus des articles 8 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789. Elle n'apparaît dès lors pas, sur ce point, dépourvue de caractère sérieux au sens de l'article 23-2 de l'ordonnance du 7 novembre 1958.

Il y a donc lieu de transmettre à la Cour de cassation la question dans son ensemble, ainsi rédigée :

“Les articles L 465-1, L 466-1, L 621-15-1, L 621-16, L 621-16-1 et L 621-20-1 du Code monétaire et financier portent-ils atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit et plus précisément aux articles 8 (principe de nécessité et proportionnalité des peines) et 16 (principes de l'autorité de la chose jugée, de la force exécutoire des décisions, de sécurité juridique, de bonne administration de la justice et au principe prohibant le déni de justice) de la Déclaration de 1789 en ce qu'ils permettent d'exercer des poursuites pénales, et le cas échéant le prononcé d'une condamnation, pour des faits qui ont déjà fait l'objet d'une décision définitive de mise hors de cause rendue par la Commission des sanctions de l'Autorité des Marchés Financiers dans une même affaire?”

SUR L'ACTION PUBLIQUE

En application de l'article 23-3 de l'ordonnance n°58 -1067 du 7 novembre 1958 modifiée, et hors les cas prévus aux alinéas 2, 3 et 4 de ce texte, le Tribunal correctionnel faisant droit à la demande de transmission d'une question prioritaire de constitutionnalité est tenu de surseoir à statuer sur l'action publique.

Ces dispositions n'empêchent pas le tribunal qui sursoit à statuer au fond, conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 4 de l'article 23-3 précité, dans le souci d'une bonne administration de la justice, d'examiner les exceptions d'irrégularités soulevées par la défense avant tout débat au fond aux fins de renvoi au ministère public.

L'instance sera poursuivie à la diligence du Tribunal, ou, le cas échéant, du juge d'instruction s'il était fait droit aux exceptions d'irrégularité, dès qu'il sera informé de la décision relative à la question prioritaire de constitutionnalité.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort, en matière correctionnelle et **par jugement contradictoire, non susceptible de recours**, à l'égard de PILLET Erik, la DAIMLER AG, ANDRIES Olivier, SPERL Andréas, LEAHY John, GUT Jean-Paul, la SCA LAGARDERE, FORGEARD Noël et FLOURENS Alain, prévenus ; la Caisse des dépôts et des consignations, MATTEUCCI Tony, TORJMAN Albert, l'ASSOCIATION DES PETITS PORTEURS ACTIFS, ASSAYAG Charley, BAZIN DE JESSEY Armand, BONNOT René, BRIZZI Franco, COURCIER Roger, DARDOUR André, GEINAERT Régis, GAMOT Roger, HAUTIER Elie, HILLIARD Yvonne, NOËL Alain, CASTEL Françoise épouse HUNEKE, RAGONNAUD Maurice, ROUAULT Patrick, RUSSELLO Ange, THUILLIER Anne et TSIUKAS Nicolas, parties civiles.

AVANT DIRE DROIT :

ORDONNE la transmission à la Cour de cassation de la question suivante :

“Les articles L 465-1, L 466-1, L 621-15-1, L 621-16, L 621-16-1 et L 621-20-1 du Code monétaire et financier portent-ils atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit et plus précisément aux articles 8 (principe de nécessité et proportionnalité des peines) et 16 (principes de l'autorité de la chose jugée, de la force exécutoire des décisions, de sécurité juridique, de bonne administration de la justice et au principe prohibant le déni de justice) de la Déclaration de 1789 en ce qu'ils permettent d'exercer des poursuites pénales, et le cas échéant le prononcé d'une condamnation, pour des faits qui ont déjà fait l'objet d'une décision définitive de mise hors de cause rendue par la Commission des sanctions de l'Autorité des Marchés Financiers dans une même affaire?”

Dit que la présente décision sera adressée à la Cour de cassation dans les huit jours de son prononcé avec les observations des parties relatives à la question prioritaire de constitutionnalité ;

DIT que les parties et le Ministère Public seront avisés par tout moyen de la décision ;

Sursoit à statuer au fond sur l'action publique ;

A l'audience du 03 octobre 2014 à 09h00, 11ème chambre 2ème section, le tribunal était composé de :

Président : Madame DE PERTHUIS Bénédicte, vice-président,
Assesseurs : Monsieur PITTI Gérard, juge,
Madame HIRIBARREN Marie, juge,

Assistés de Madame LAVAUD Sandrine, greffière,

en présence de Madame DELAUNAY-WEISS Ulrika, Procureur financier adjoint, Parquet National Financier et de Monsieur AMAR Patrice, vice-procureur financier, Parquet National Financier.

Fait, jugé et délibéré par :

Président : Madame DE PERTHUIS Bénédicte, vice-président,
Assesseurs : Monsieur PITTI Gérard, juge,
Madame HIRIBARREN Marie, juge,

Et prononcé à l'audience du 03 octobre 2014 à 17h00, de la 11ème chambre 2ème section du Tribunal de Grande Instance de Paris, par Madame Bénédicte DE PERTHUIS, vice-président, en présence de Monsieur PITTI Gérard, juge, de Madame HIRIBARREN Marie, juge, et de Madame DELAUNAY-WEISS Ulrika, Procureur financier adjoint, Parquet National Financier et de Monsieur AMAR Patrice, vice-procureur financier, Parquet National Financier, et assistés de Mlle Sandrine LAVAUD, greffier.

et le présent jugement ayant été signé par la présidente et la greffière.

LA GREFFIERE

LA PRÉSIDENTE

